

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA) ENTRE PRESERVATION DE LA SANTE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTIFICIAL INTELLIGENCE (AI) BETWEEN HEALTH PRESERVATION AND PERSONAL DATA PROTECTION

BOUZIT Mhammed

Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Souissi
Université Mohammed V de Rabat, Maroc

m.bouzit@um5r.ac.ma

RESUME

Respecter et assurer la sécurité des données des utilisateurs est l'une des étapes les plus critiques pour profiter de l'intelligence artificielle (IA), du Machine Learning (ML) et de la science des données. Gagner la confiance des utilisateurs avec en assurant une meilleure confidentialité et sécurité des données nous permettra d'avancer, de faire de la recherche et d'innover. Il s'agit donc de s'arrêter sur les enjeux et risques de la recherche de contact dans la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19, et voir si cette recherche se fait dans le respect des exigences de protection de la vie privée prévues par la loi marocaine.

Mots clés :

Intelligence artificielle ; données personnelles ; COVID-19 ; recherché de contact.

ABSTRACT

Respecting and ensuring the security of user data is one of the most critical steps in taking advantage of artificial intelligence (AI), machine learning (ML) and data science. Gaining user trust with ensuring better data privacy and security will allow us to move forward, do research and innovate. It is therefore a question of examining the stakes and risks of contact research in the fight against the spread of the COVID-19 pandemic, and to see if this research is done in compliance with the privacy protection requirements provided by Moroccan law.

Key words :

Artificial intelligence; personal data; COVID-19; contact research.

Introduction

Les coronavirus (CoV) sont constitués de plusieurs virus qui se transmettent des animaux aux humains. Le nouveau coronavirus (COVID-19) est le troisième coronavirus à être déclaré comme pandémie au 21^e siècle après le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et le coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) qui ont également atteint un statut similaire en 2003 et 2012 respectivement¹.

Le 31 décembre 2019, le bureau national de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Wuhan a signalé des symptômes de patients souffrant d'infections respiratoires basses inexplicables. Il a été initialement déclaré comme "pneumonie d'étiologie inconnue en raison du peu d'informations disponibles sur la cause de la maladie". Le 12 janvier 2020, l'OMS a annoncé que l'infection à Wuhan appartient aux coronavirus, et le 11 février 2020, elle a été déclarée comme COVID-19².

En date du 26 mars 2020, il y a 275 cas affectés par COVID-19 annoncés par le gouvernement marocain, et il était possible de limiter la propagation de cette grave maladie, avec la coopération de tous les citoyens en ce qui concerne les mesures de confinement et de protection individuelle.

Le confinement montre une fois de plus que les droits économiques, sociaux et culturels, tels que le droit à l'alimentation, le droit à la santé, le droit au logement, le droit au travail et le droit à l'éducation, sont aussi essentiels que les droits civils et politiques³.

1 Ramadan, Nour & Shaib, Houssam. (2019). Middle East respiratory syndrome coronavirus (MERS-CoV): A review. *Germs*. 9. 35-42. 10.18683/germs.2019.1155.

2 Cascella M, Rajnik M, Cuomo A, et al. Features, Evaluation and Treatment Coronavirus (COVID-19) [Updated 2020 May 18]. In: StatPearls [Internet]. Treasure Island (FL): StatPearls Publishing; 2020 Jan-. Available from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK554776/>

3 Le droit à la santé est prévu notamment à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à l'article 16 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et à l'article 10 du Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels (Protocole de San Salvador).

Coronavirus (COVID-19) est la première pandémie de l'histoire de l'humanité où la technologie et les médias sociaux sont utilisés à grande échelle pour assurer la sécurité, la productivité et la connexion des personnes tout en étant physiquement séparés.

Il existe toutefois de grandes divergences entre les pays entre une approche "priorité à la vie privée" qui protège les données des citoyens au prix d'un accès extrêmement limité pour les autorités de santé publique, et une approche "priorité aux données" qui stocke de grandes quantités de données qui, bien que d'une valeur énorme pour les épidémiologistes et autres chercheurs, peuvent s'immiscer de manière significative dans la vie privée des citoyens.

L'atteinte à la vie privée dans le processus de recherche des contacts crée des risques de non-respect ou d'obscurcissement délibéré de la part des citoyens qui craignent de révéler des aspects privés de leur vie. Si la recherche numérique des contacts n'en est qu'à ses débuts, l'absence de consensus sur les meilleures pratiques pour sa mise en œuvre et pour rassurer les citoyens sur la protection de leur vie privée a peut-être déjà entravé sa capacité à contribuer à la réponse à la pandémie.

Chacun des défis, opportunités, forces et faiblesses associés à ces rôles de l'intelligence artificielle dans la réponse à la pandémie COVID-19 précipitera sans doute une littérature scientifique importante dans les mois et années à venir. Cependant, le rôle le plus important des TIC en général et de l'IA en particulier dans la pandémie est l'adoption expérimentale de la recherche numérique des contacts et de la notification d'exposition en utilisant les appareils numériques personnels des citoyens tels que les smartphones pour retracer leurs mouvements physiques et leurs interactions avec d'autres citoyens, permettant ainsi aux citoyens eux-mêmes ou aux autorités médicales d'être notifiés lorsqu'ils sont entrés en contact avec des personnes infectées⁴.

Il s'agit donc de s'arrêter sur les enjeux et risques de la recherche de contact dans la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19, et ensuite faire le point sur les

4 <https://www.sciencemag.org/news/2020/03/cellphone-tracking-could-help-stem-spread-coronavirus-privacy-price>

exigences de protection de la vie privée dans la loi marocaine et les mécanismes de protection des données personnelles à l'épreuve de la pandémie COVID-19

I. Enjeux et risques de la recherche de contact

La recherche des contacts n'est pas nouvelle en soi, elle fait partie intégrante de la réponse à toute épidémie et maladie contagieuse. Dans une interview accordée aux médias en avril 2020, le directeur du CDC (Centres de contrôle et de prévention des maladies américain), Robert Redfield, a décrit la recherche "très agressive" des contacts des personnes infectées comme une étape essentielle pour maîtriser le COVID-19, mais tout en notant que des solutions technologiques pour améliorer la recherche des contacts étaient en cours d'évaluation. Il s'est concentré sur la forme plus traditionnelle et à très forte intensité de main-d'œuvre de la recherche des contacts, qui nécessite un grand nombre d'agents de santé publique sur le terrain pour contacter la famille, les amis, les collègues et les autres contacts des personnes infectées, organiser leur dépistage ou leur mise en quarantaine, et les interroger pour connaître leurs contacts potentiels à leur tour⁵.

Pour une pandémie de l'ampleur de COVID-19, même un pays de taille moyenne pourrait avoir besoin de dizaines de milliers de travailleurs de terrain à plein temps pour mener à bien un programme complet de recherche des contacts de cette manière⁶.

C'est pourquoi une grande attention et des ressources importantes ont été consacrées à la recherche de moyens permettant d'exploiter la technologie numérique pour automatiser des parties importantes de ce processus. En profitant du fait que la majorité des citoyens dans les pays développés (et un grand nombre dans les pays en développement) portent des smartphones qui intègrent des puces GPS capables de suivre une localisation

5 Selena Simmons-Duffin, Rob Stein, CDC Director: 'Very Aggressive' Contact Tracing Needed For U.S. To Return To Normal, April 10, 2020, <https://www.npr.org/sections/health-shots/2020/04/10/831200054/cdc-director-very-aggressive-contact-tracing-needed-for-u-s-to-return-to-normal>

6 Par exemple, le ministre britannique de la santé Matt Hancock a annoncé le 23 avril 2020 que 18 000 personnes seront engagées pour retrouver les contacts des personnes infectées, <https://www.bbc.com/news/uk-52401398>

précise, des radios Bluetooth qui peuvent détecter la proximité entre les appareils, et des connexions permanentes à l'internet.

La recherche numérique de contacts vise à utiliser cette fonctionnalité pour transformer les smartphones des citoyens en dispositifs de recherche de contacts. Les avantages hypothétiques de cette approche sont importants dans une situation mondiale idéale, elle permettrait d'étendre la recherche des contacts à l'ensemble de la population d'un pays plutôt qu'à un simple sous-ensemble de personnes infectées, de suivre leurs déplacements et leurs contacts sociaux avec un très haut degré de précision, et serait plus rapide, plus efficace, moins exigeante en main-d'œuvre et moins assujettie à l'erreur humaine que les approches existantes.

Si l'objectif fondamental des applications numériques de recherche des contacts est relativement simple, les différents pays ont toutefois adopté des approches très différentes en ce qui concerne le développement, le déploiement et le fonctionnement de ces applications.

Au départ, cette divergence n'était en grande partie qu'une facette de l'approche plus générale et fragmentée de la réponse à COVID-19. À la mi-mars 2020, des applications de recherche de contacts de divers types avaient été développées et déployées indépendamment par les autorités à Singapour, en Corée du Sud, à Taïwan, en Thaïlande et au Vietnam⁷, devançant l'annonce faite le 10 avril 2020 par les deux géants du monde de smartphones, Google (Android) et Apple (iOS) qu'ils travaillaient ensemble sur un cadre unifié pour la recherche des contacts qui serait intégré directement dans les systèmes d'exploitation des téléphones alimentés par leurs logiciels.

7 Cho, Hyunghoon & Ippolito, Daphne & Yu, Yun, Contact Tracing Mobile Apps for COVID-19: Privacy Considerations and Related Trade-offs, 2020.

https://www.researchgate.net/publication/340173156_Contact_Tracing_Mobile_Apps_for_COVID-19_Privacy_Considerations_and_Related_Trade-offs

Cependant, même après que Google et Apple aient mis leur solution à disposition⁸, de nombreux pays ont continué à développer leurs propres applications de recherche de contacts, qui contourneraient entièrement le cadre Google/Apple. Cela a révélé que, bien que la nature fragmentaire des premiers efforts de développement d'applications de recherche de contacts soit partiellement due à l'absence de toute solution cohérente et centralisée, il existe également une différence fondamentale dans l'attitude des différents pays et entreprises quant à la manière dont ces applications devraient fonctionner et, surtout, quant à savoir qui devrait avoir accès aux données qu'elles génèrent⁹.

Cela a placé ce qui semble être un progrès technologique simple et positif pour aider à limiter la propagation d'une maladie mortelle au centre d'un débat turbulent sur les droits des citoyens à la protection de leurs propres données numériques et de leur vie privée. Alors qu'il y a quelques années seulement, ce débat aurait pu être quelque peu abstrait, mené en grande partie dans l'air raréfié du discours universitaire ou de politique publique.

Les données d'abord ou la vie privée d'abord ? Si les nations et les entreprises présentent de nombreuses failles dans leurs différentes approches de la recherche des contacts, la plus importante d'entre elles est peut-être le clivage entre deux approches, la première "priorité aux données", donne la priorité à la conservation des données de suivi et à leur mise à disposition des autorités sanitaires et des chercheurs. La deuxième approche "priorité à la vie privée", met l'accent sur le contrôle des citoyens, sur leurs propres données et cherchent à fournir un degré efficace de recherche des contacts sans exposer aux autorités les mouvements et interactions des personnes identifiables.

Du point de vue de la gestion des données, la première approche consiste généralement à attribuer un identifiant stable à chaque individu (ou appareil de téléphonie intelligent) et à transmettre tout ou partie des détails de ses mouvements et interactions de

8 COVID-19 : Apple et Google travaillent ensemble à une technologie de traçage des contacts, 10 avril 2020, <https://www.apple.com/fr/newsroom/2020/04/apple-and-google-partner-on-covid-19-contact-tracing-technology/>

9 Tour du monde des applications mobiles de traçage des contacts, AFP, lundi, 4 mai 2020, <https://www.journaldemontreal.com/2020/05/04/tour-du-monde-des-applications-mobiles-de-tracage-des-contacts>

contact à un serveur central, où ils peuvent être consultés et analysés. La seconde approche, en revanche, utilise des identifiants dynamiques pour les personnes qui sont régulièrement modifiées, et stocke leurs interactions de contact de manière cryptographique sécurisée sur leur appareil local, en conservant peu ou pas de données dans un serveur centralisé.

Le niveau de fonctionnalité le plus élémentaire permis par ces deux approches est le même : une alerte peut être émise sur le réseau lorsqu'une personne est testée positive au COVID-19, soit par les autorités sanitaires qui émettent directement l'alerte, soit par la personne qui entre un code spécifique sur son appareil. Cette alerte informera toute personne ayant eu un contact avec la personne infectée qu'elle a pu être exposée au virus.

Au-delà de cette fonctionnalité de base, il existe toutefois une énorme divergence entre les deux approches. L'approche fondée sur les données d'abord permet potentiellement aux autorités sanitaires d'identifier et de contacter directement les personnes qui ont été en contact avec le virus, tandis que l'approche fondée sur la protection de la vie privée n'identifie pas les personnes et leur permet seulement d'être averties sur leur smartphone, laissant à la personne elle-même la responsabilité de contacter les autorités sanitaires ou de se soumettre à un test¹⁰.

L'approche "priorité aux données" inclut aussi généralement des données de localisation GPS avec le journal des interactions des contacts¹¹. Cela permet aux autorités sanitaires de localiser les lieux spécifiques où des groupes d'infections se sont produits, ce qui n'est pas possible avec l'approche "priorité à la vie privée", bien qu'en théorie, cette dernière aura quand même notifié les personnes potentiellement exposées au groupe d'infections, sans toutefois leur dire où le groupe s'est produit ou de qui l'infection peut avoir été transmise.

Enfin, l'approche "priorité aux données" génère une grande quantité de données sur les mouvements et les contacts entre les individus et sur la manière dont ils se rapportent à

10 Lou Blatt, Data privacy and trust in a digital-first COVID-19 era, August 25, 2020, <https://blogs.opentext.com/data-privacy-and-trust-in-a-digital-first-covid-19-era/>

11 Min Joo Kim and, Simon Denyer, A 'travel log' of the times in South Korea: Mapping the movements of coronavirus carriers, March 13, 2020, https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/coronavirus-south-korea-tracking-apps/2020/03/13/2bed568e-5fac-11ea-ac50-18701e14e06d_story.html

la propagation du virus dans la population, ce qui en fait une ressource potentiellement inestimable pour les épidémiologistes et les scientifiques qui étudient le virus COVID-19 en particulier et les mécanismes de propagation des épidémies en général.

II. Les mécanismes de protection des données personnelles à l'épreuve de la pandémie COVID-19

La Constitution marocaine de 2011 est considérée comme le fruit de l'importante mobilité dans la promotion des droits de l'homme dont le Maroc a été témoin. Il a également œuvré pour soutenir les droits et libertés individuels et collectifs des citoyens, les détailler et restaurer le respect du pouvoir judiciaire.

Ainsi, la Constitution est le document national le plus important de protection des droits de l'homme et des libertés, parmi lesquels le droit à la vie privée contre toute agression, quel qu'en soit le moyen ou la méthode, comme a stipulé l'article 24¹² dans son premier paragraphe que la protection de la vie privée est un droit pour toute personne, ce qui fait du droit à la vie privée un droit constitutionnel qui doit être respecté et protégé.

Le troisième paragraphe du même article a souligné que le secret des communications personnelles, quelle que soit leur forme, ne serait pas violé. Il n'est pas permis de visualiser son contenu ou de le publier, en tout ou en partie, ou de l'utiliser contre quiconque, sauf sur décision d'un tribunal et conformément aux termes et conditions stipulés par la loi.

En guise d'affirmation de cette protection, le législateur constitutionnel a restreint, à l'article 27, le droit d'obtenir des informations afin de protéger la vie privée des individus, ainsi que pour prévenir l'atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux énoncés dans la Constitution, y compris bien sûr le droit de protéger la vie privée prévu à l'article 24.

12 Article 24 de la constitution : « Toute personne a droit à la protection de sa vie privée. Le domicile est inviolable. Les perquisitions ne peuvent intervenir que dans les conditions et les formes prévues par la loi.

Les communications privées, sous quelque forme que ce soit, sont secrètes. Seule la justice peut autoriser, dans les conditions et selon les formes prévues par la loi, l'accès à leur contenu, leur divulgation totale ou partielle ou leur invocation à la charge de quiconque.

Est garantie pour tous, la liberté de circuler et de s'établir sur le territoire national, d'en sortir et d'y retourner, conformément à la loi. »

Ainsi, la Constitution marocaine prévoit une protection indirecte des données à caractère personnel en stipulant le droit à la protection de la vie privée, cette dernière considérant les données personnelles comme un élément de celle-ci d'une part, et d'autre part, elles sont considérées comme un moyen d'intrusion et d'espionnage après leur traitement.

Les aspects de la protection constitutionnelle des données à caractère personnel apparaissent également dans l'approbation de la constitution et la suprématie des conventions internationales dès leur publication, et ici on invoque les conventions internationales ratifiées par le Maroc, notamment la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel¹³.

Afin de s'harmoniser avec le contenu de la législation internationale et des lois comparées, la loi 09.08 sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel a œuvré sur la citation des définitions établies par la directive européenne n° 95, qui stipule dans son premier article :

« Les États membres assurent, conformément à la présente directive, la protection des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, notamment de leur vie privée, à l'égard du traitement des données à caractère personnel. »

La loi n° 09-08 édicte les règles relatives à la protection des données personnelles et institue une Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP). Pour assurer sa bonne mise en œuvre, le législateur a créé la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel¹⁴ dont la mission est de vérifier que le processus de traitement des données à caractère personnel est effectué conformément à la loi et n'affecte pas la vie privée de ses propriétaires.

13 La Convention ou traité n°108 est le premier instrument international contraignant qui a pour objet de protéger les personnes contre l'usage abusif du traitement automatisé des données à caractère personnel, et qui réglemente les flux transfrontaliers des données.

14 Chapitre IV de La loi n° 09-08 sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Le Maroc a déclaré l'état d'urgence sanitaire le 20 mars 2020, suite à l'enregistrement des cas d'infection par le Coronavirus, et malgré le fait que la loi 09.08 relative à la protection des données personnelles excluait l'application des dispositions de cette loi concernant les données obtenues et le traitement dans l'intérêt de la défense nationale et de la sécurité intérieure et extérieure de l'État¹⁵, le Maroc affirme le respect de la vie privée lors du traitement des données personnelles. cela a été confirmé par la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel après que la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a approuvé l'application de surveillance et de suivi des citoyens au sein des points de contrôle de sécurité électronique, pour connaître l'étendue du respect de la loi d'urgence sanitaire et surveiller les contrevenants¹⁶.

Cet outil constitue une référence au niveau des barrages de contrôle dans le milieu urbain afin d'identifier et de déterminer les déplacements exceptionnels des citoyens, dans le but de limiter les mouvements inutiles susceptibles de contribuer à la propagation du virus d'une région à l'autre¹⁷.

Par ailleurs, cette application est utilisée exclusivement au niveau des barrages de contrôle, dans le but de contrôler les déplacements exceptionnels des citoyens au niveau de ces points et non leurs mouvements dans l'espace public.

15 Article 54 de La loi n° 09-08 sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. « Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 20.000 à 200.000 DH ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque, en violation des a), b) et c) de l'article 3 de la présente loi, collecte des données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite, met en œuvre un traitement à des fins autres que celles déclarées ou autorisées ou soumet les données précitées à un traitement ultérieur incompatible avec les finalités déclarées ou autorisées. »

16 La CNDP a attesté de la conformité à la loi 09-08, du traitement supporté par l'application de la DGSN. <https://www.cndp.ma/fr/actualite/667-act-22-04-2020.html>

17 <https://leseco.ma/deplacements-pendant-letat-durgence-sanitaire-comment-fonctionne-lapplication-de-contrôle-de-la-dgsn/>

Le contrôle se base, en effet, uniquement sur le numéro de la carte nationale d'identité (CNI) sans fournir d'autres données identitaires¹⁸.

Cette approche est également consacrée par le développement de l'application «Weqytna», il s'agit d'une application marocaine disponible gratuitement et qui a pour but de notifier la possibilité d'exposition au virus «COVID 19» en avertissant l'utilisateur dans le cas où un autre utilisateur, infecté par le virus, se trouverait près de lui au cours des 21 derniers jours. Ce qui permet ainsi une prise en charge rapide et une limitation de la propagation du virus. Mais pour qu'elle soit efficace, cela dépendra de l'adhésion des citoyens. Ainsi, les deux ministères ont décidé que le téléchargement de cette application ne soit pas obligatoire, mais ils tablent sur l'esprit de citoyenneté et de volontariat des Marocains pour recourir à cet outil technologique¹⁹.

Cette application enregistre les données relatives aux utilisateurs dans une zone géographique précise et dans un certain laps de temps de manière cryptée, sans aucun traitement des données liées à la localisation géographique de l'utilisateur qui constituent une violation de la vie privée du propriétaire de l'application.

Développée par une quarantaine d'experts et à l'initiative des Ministères de l'Intérieur et de la Santé, "Wiqaytna" est le fruit d'un partenariat bénévole de plusieurs institutions comme l'OCP, MedTech, l'ANRT, l'ADD et autres...

La CNDP considère que la conformité à la loi 09-08 s'appuie sur le fait que l'application "Wiqaytna" est prévue pour être déployée selon les hypothèses suivantes²⁰ :

- Utilisation sur la base du seul volontariat.
- Appui au dispositif sanitaire, en particulier pour rationaliser l'affectation des ressources en vue de renforcer la politique de dépistage et l'information des citoyens.

18 Ibid

19 Imane Bouhrara, exposition au covid-19 : lancement imminent de l'application de notification WIQAYTNA, 11 mai 2020, <https://www.ecoactu.ma/covid-19-lancement-wiqaytna/>

20 Communiqué de Presse de la CNDP continue de décliner sa mission de tiers de confiance numérique. Rabat, le 12 mai 2020. https://www.cndp.ma/images/commpresse/CNDP_Communique_de_presse_20200512_fr.pdf

- Contrôle par les autorités sanitaires des paramètres des algorithmes de calcul d'alerte.
- Utilisation du « tracing » sans mécanisme de « tracking ».
- Informations de l'utilisateur.
- Limitation des accès aux données aux seules personnes habilitées.
- Engagement à ne pas utiliser les données pour d'autres finalités que celle autorisée.
- Engagement à détruire les données collectées et générées à la sortie de l'état d'urgence sanitaire, sauf celles pouvant alimenter, de façon anonymisée et réglementaire, la recherche scientifique.
- Déclaration de non-utilisation de boîte noire (black box).
- Engagement à rendre le code accessible pour des fins d'audit et de vérification.

Dans le même contexte, la Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel a lancé les programmes DATA-TIKA, décliné en 3 formules, pour le secteur privé, secteur public et la société civile :

- DATA-TIKA Entreprises.
- DATA-TIKA Institutions Publiques.
- DATA-TIKA Associations & ONG.

L'adhésion à un programme DATA-TIKA permettra d'inverser les paradigmes :

Au lieu de se contenter de comprendre les actions à mener pour être en conformité avec la loi 09-08, l'adhérent pourra alimenter, de façon proactive, les approches terrain de la CNDP. Il s'agira d'élaborer, suite à quelques ateliers de travail avec la CNDP, un rapport pour répondre aux trois questions suivantes²¹ :

Quels sont les leviers nécessaires pour l'émergence d'une économie de la donnée, et quelle est la place occupée par les données à caractère personnel ?

Comment valoriser les « actifs data » existants et quels sont les mécanismes de protection à envisager pour assurer, à la fois, respect de la vie privée, encouragement de l'innovation et incitation à l'investissement ?

21 Communiqué de presse, Mise en place des Programmes DATA-TIKA, Rabat, le 09 Juillet 2020

Comment mettre à jour nos compréhensions et nos acceptations au sujet des frontières entre vie privée et vie publique, entre données à caractère personnel et données à caractère non personnel ?

Conclusion

L'intelligence artificielle est un outil à venir et utile pour identifier les infections précoces dues aux coronavirus et permet également de surveiller l'état des patients infectés. Elle peut améliorer considérablement la cohérence des traitements et la prise de décision en développant des algorithmes utiles. L'IA est non seulement utile pour le traitement des patients infectés par le COVID-19, mais aussi pour le suivi de leur état de santé. Elle peut suivre la crise de COVID-19 à différentes échelles telles que les applications médicales, moléculaires et épidémiologiques. Il est également utile de faciliter la recherche sur ce virus en analysant les données disponibles. L'IA peut aider à mettre au point des schémas de traitement appropriés, des stratégies de prévention et le développement de médicaments et de vaccins.

La mise en œuvre d'applications de recherche numérique des contacts dans le monde entier pour aider à réduire la propagation de la pandémie COVID-19 représente l'une des utilisations les plus ambitieuses jamais tentées des données citoyennes à grande échelle.

Il existe toutefois de grandes divergences entre les nations entre une approche "priorité à la vie privée" qui protège les données des citoyens au prix d'un accès extrêmement limité pour les autorités de santé publique et les chercheurs, et une approche "priorité aux données" qui stocke de grandes quantités de données qui, bien que d'une valeur incommensurable pour les épidémiologistes et autres chercheurs, peuvent s'immiscer de manière significative dans la vie privée des citoyens.

Si la recherche numérique des contacts pour COVID-19 n'en est qu'à ses débuts, l'absence de consensus sur les meilleures pratiques pour sa mise en œuvre et pour rassurer les citoyens sur la protection de leur vie privée a peut-être déjà entravé sa capacité à contribuer à la réponse à la pandémie.

BIBLIOGRAPHIE

Casella M, Rajnik M, Cuomo A, et al. Features, Evaluation and Treatment Coronavirus (COVID-19) [Updated 2020 May 18]. In: StatPearls [Internet]. Treasure Island (FL): StatPearls Publishing; 2020 Jan-. Available from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK554776/>

Cho, Hyunghoon & Ippolito, Daphne & Yu, Yun, Contact Tracing Mobile Apps for COVID-19: Privacy Considerations and Related Trade-offs, 2020. https://www.researchgate.net/publication/340173156_Contact_Tracing_Mobile_Apps_for_COVID-19_Privacy_Considerations_and_Related_Trade-offs

Lou Blatt, Data privacy and trust in a digital-first COVID-19 era, August 25, 2020, <https://blogs.opentext.com/data-privacy-and-trust-in-a-digital-first-covid-19-era/>

Min Joo Kim and, Simon Denyer, A 'travel log' of the times in South Korea: Mapping the movements of coronavirus carriers, March 13, 2020, https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/coronavirus-south-korea-tracking-apps/2020/03/13/2bed568e-5fac-11ea-ac50-18701e14e06d_story.html

Ramadan, Nour & Shaib, Houssam. (2019). Middle East respiratory syndrome coronavirus (MERS-CoV): A review. *Germes*. 9. 35-42. 10.18683/germes.2019.1155.

Selena Simmons-Duffin, Rob Stein, CDC Director: 'Very Aggressive' Contact Tracing Needed For U.S. To Return To Normal, April 10, 2020, <https://www.npr.org/sections/health-shots/2020/04/10/831200054/cdc-director-very-aggressive-contact-tracing-needed-for-u-s-to-return-to-normal>

Imane Bouhrara, exposition au covid-19 : lancement imminent de l'application de notification WIQAYTNA, 11 mai 2020, <https://www.ecoactu.ma/covid-19-lancement-wiqaytna/>

Webographie

<https://www.sciencemag.org/news/2020/03/cellphone-tracking-could-help-stem-spread-coronavirus-privacy-price>

Le ministre britannique de la santé Matt Hancock a annoncé le 23 avril 2020 que 18 000 personnes seront engagées pour retrouver les contacts des personnes infectées, <https://www.bbc.com/news/uk-52401398>

COVID-19 : Apple et Google travaillent ensemble à une technologie de traçage des contacts, 10 avril 2020, <https://www.apple.com/fr/newsroom/2020/04/apple-and-google-partner-on-covid-19-contact-tracing-technology/>

Tour du monde des applications mobiles de traçage des contacts, AFP, lundi, 4 mai 2020, <https://www.journaldemontreal.com/2020/05/04/tour-du-monde-des-applications-mobiles-de-tracage-des-contacts>

La CNDP a attesté de la conformité à la loi 09-08, du traitement supporté par l'application de la DGSN. <https://www.cndp.ma/fr/actualite/667-act-22-04-2020.html>

<https://leseco.ma/deplacements-pendant-letat-durgence-sanitaire-comment-fonctionne-lapplication-de-contrôle-de-la-dgsn/>

Communiqué de Presse de la CNDP continue de décliner sa mission de tiers de confiance numérique. Rabat, le 12 mai 2020. https://www.cndp.ma/images/commpresse/CNDP_Communique_de_presse_20200512_fr.pdf

Mise en place des Programmes DATA-TIKA (الثقة في المعطيات) <https://www.cndp.ma/fr/actualite/682-act-09-07-2020.html>